

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
15 mars 2021  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 12 mars 2021, adressée au Secrétaire général  
et aux Représentants permanents des membres du Conseil de  
sécurité par la Présidente du Conseil de sécurité**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de l'exposé présenté par S. E. M<sup>me</sup> Ann Linde, Présidente en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et Ministre des affaires étrangères de la Suède ; ainsi que des déclarations faites par les représentantes et représentants de l'Estonie, de la France, de l'Inde, de l'Irlande, du Kenya, du Mexique, du Niger, de la Norvège, de la Fédération de Russie, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, de la Tunisie, des États-Unis d'Amérique et du Viet Nam, à l'occasion de la visioconférence organisée sur la question « Exposé de la Présidente en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe », tenue le mercredi 10 mars 2021.

Conformément à la procédure décrite dans la lettre du 7 mai 2020, adressée aux Représentantes et Représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité (S/2020/372), qui a été convenue en raison des circonstances exceptionnelles créées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le texte de l'exposé et des déclarations sera publié en tant que document du Conseil de sécurité.

La Présidente du Conseil de sécurité  
(Signé) Linda **Thomas-Greenfield**



**Annexe I****Exposé de M<sup>me</sup> Ann Linde, Présidente en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et Ministre des affaires étrangères de la Suède**

Je remercie le Conseil de sécurité de me donner l'occasion de lui présenter un exposé sur la présidence suédoise de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). L'OSCE, qui est la plus grande organisation régionale de sécurité au titre du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, joue un rôle important dans de nombreux défis figurant à l'ordre du jour du Conseil. Nos 57 membres sont répartis sur trois continents, à savoir l'Amérique du Nord, l'Asie et l'Europe, et constituent un groupe diversifié de pays liés par des engagements communs remontant à l'Acte final d'Helsinki de 1975.

La collaboration étroite entre l'ONU et l'OSCE reste essentielle, et est un exemple des partenariats que la Déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (résolution 75/1 de l'Assemblée générale) nous a tous appelés à renforcer. La vision du Secrétaire général en faveur d'un multilatéralisme en réseau donne un nouvel élan à notre partenariat et constitue un cadre pour notre coopération.

Les conditions de sécurité dans la région de l'OSCE appellent plus, et non moins, de solutions communes. Les vieilles rivalités continuent d'alimenter les conflits et de poser des défis à la paix et à la sécurité internationales. Et de nouveaux conflits, crises et menaces – des changements climatiques à la cybersécurité – exigent plus d'attention de notre part.

Nous sommes en plein milieu d'une pandémie historique et dévastatrice qui aura des conséquences à long terme sur le monde.

En tant que Présidente en exercice, je mettrai tout en œuvre pour que l'OSCE puisse réellement changer la donne sur le terrain et pour défendre les principes sur lesquels repose l'organisation. En fin de compte, nos efforts visent à contribuer au règlement des conflits et à l'amélioration de la vie des populations dans notre région.

En tant que première priorité, je me concentrerai sur les engagements et les principes fondamentaux sur lesquels l'OSCE a été fondée, c'est-à-dire l'Acte final d'Helsinki et la Charte de Paris pour une nouvelle Europe de 1990. Ces documents énoncent clairement le caractère sacré de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, du droit de vivre à l'abri de la menace ou de l'emploi de la force et du droit de tous les États de choisir leur propre voie en matière de politique de sécurité. Bien entendu, ces documents reposent sur le droit international et la Charte des Nations Unies. Ils sont pertinents non seulement pour l'Europe mais aussi pour le monde entier. Les États participants de l'OSCE ont pris des engagements qui constituent le fondement de l'ordre de sécurité européen et qui restent valables et pertinents à ce jour. Notre tâche consiste à mettre en œuvre ces engagements.

Nous nous emploierons également à renforcer le concept global de sécurité propre à l'OSCE, qui établit un lien clair entre la sécurité et le respect des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit. Il s'agit d'un lien bien connu de l'ONU. Grâce à ce concept, nous contribuerons au règlement des conflits dans notre région, conformément au droit international. Nous savons que les sociétés au sein desquelles les droits de l'homme sont pleinement exercés par tous sont plus sûres et ont de meilleures perspectives de parvenir à un développement durable, résilient et prospère. C'est pourquoi le programme pour les femmes et la paix et la sécurité est un thème directeur de notre présidence.

L'une de mes principales priorités en tant que Présidente en exercice sera de poursuivre le dialogue aux plus hauts niveaux en vue de trouver des solutions durables aux crises et aux conflits dans la région, conformément au droit international et dans le plein respect des principes et des engagements de l'OSCE.

La crise en Ukraine et autour de l'Ukraine reste la menace la plus grave pour l'ordre de sécurité européen. C'est pourquoi il était important qu'à l'occasion de mon premier déplacement en tant que Présidente en exercice, en janvier, je me rende à Kiev et sur la ligne de confrontation dans la région du Donbass.

Sept ans après le début de la crise, il est clair qu'il faut intensifier les efforts visant à régler le conflit. En ma qualité de Présidente en exercice, j'appuie pleinement l'action menée dans le cadre du format Normandie et du Groupe de contact trilatéral en vue de la pleine mise en œuvre des accords de Minsk, et je m'emploierai à contribuer à un règlement politique durable conformément aux engagements et aux principes de l'OSCE, tout en respectant la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

Lors de ma visite sur la ligne de confrontation, j'ai pu constater personnellement le dévouement et le courage avec lesquels les femmes et les hommes de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine s'acquittent de leurs fonctions sur le terrain. L'action qu'ils mènent est essentielle aux efforts en faveur de la paix et doit se poursuivre sans entrave dans toute l'Ukraine.

Le conflit a également des conséquences humanitaires désastreuses, et le cessez-le-feu en vigueur depuis juillet de l'année dernière doit ouvrir la voie à de nouvelles mesures pour alléger le fardeau qui pèse sur les civils. Les récentes violations du cessez-le-feu sont profondément inquiétantes. Bien entendu, le respect du droit international, notamment le droit international humanitaire, est essentiel. Tant que les points de passage le long de la ligne de confrontation resteront fermés, les communautés et les familles seront séparées, les personnes âgées auront du mal à recevoir des soins et l'accès aux services gouvernementaux sera restreint pour de nombreux citoyens. Je réitère ici mon appel à l'ouverture complète des deux nouveaux points de passage dans la région de Louhansk, des deux côtés de la ligne de confrontation, ainsi qu'à la réouverture des points de passage existants. Ce sont, notamment, les messages essentiels que j'ai transmis lors de mes récentes visites à Kiev et à Moscou.

Lors de ma visite en Géorgie en février dernier, j'ai eu l'occasion de rencontrer la Présidente Zourabichvili, puis le Premier Ministre Gakharia, et de réitérer l'appui sans faille de l'OSCE aux discussions internationales de Genève et aux formats connexes du Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention. Ce processus de dialogue, coprésidé par l'OSCE, l'ONU et l'Union européenne, est un autre exemple important de la coopération entre l'ONU et l'OSCE en matière de règlement des conflits.

Non seulement j'ai rencontré des dirigeants du Gouvernement et de la société civile, mais j'ai également effectué une visite dans la zone où se trouve l'une des frontières administratives de la Géorgie dans ce contexte de conflit, où j'ai pu constater par moi-même la nécessité de renforcer les contacts et la communication entre les communautés locales. Avec l'Union européenne, nous, l'ONU et l'OSCE, devons nous efforcer d'intensifier nos efforts conjoints pour créer un climat de confiance propice au règlement du conflit.

Lors de mes entretiens avec la Présidente Sandu et d'autres dirigeants moldaves, nous avons parlé des chances de poursuivre les pourparlers menés selon la formule « 5+2 » et de continuer à développer l'ensemble des dispositions de Berlin Plus. J'ai également confirmé que nous étions prêts à organiser des pourparlers menés selon la formule « 5+2 » à Stockholm cette année. Ce message a été réitéré lors de

mes discussions avec le représentant de la Transnistrie, et il a été globalement bien accueilli. Même si je reste réaliste, il y a peut-être lieu des raisons d'espérer que le processus de règlement pourra avancer cette année. Toutefois, pour faire des progrès, il faudra l'appui total de toutes les parties au conflit.

Le conflit au Haut-Karabakh, qui n'est pas encore réglé, reste un grave défi à la paix et à la sécurité internationales. À l'automne dernier, nous avons assisté à une nouvelle ouverture d'hostilités, qui a fait des milliers de victimes et causé d'immenses souffrances, notamment parmi les civils. Le cessez-le-feu obtenu en novembre, avec l'aide de la Russie, a permis de mettre un terme aux hostilités. Nous devons maintenant saisir cette occasion pour déployer de nouveaux efforts en vue de la conclusion d'un accord de paix durable. L'OSCE a reçu le mandat international de diriger ce processus, sous les auspices de la coprésidence du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. En tant que Présidente en exercice, j'appuie pleinement sa participation continue au processus de paix, et je profiterai des visites que je dois effectuer à Bakou et à Erevan la semaine prochaine pour exprimer mon espoir que les parties renouvellent leur engagement en faveur des pourparlers en vue de trouver une solution politique durable. Nous devons également répondre à un certain nombre de besoins humanitaires, ce qui nous rappelle à tous la nécessité d'appliquer le droit international humanitaire dans ce conflit comme dans d'autres.

Dans les situations où la confiance entre les États a été affaiblie, les mesures de confiance et de sécurité jouent un rôle important pour favoriser la transparence et la prévisibilité. En ma qualité de Présidente en exercice, je demande à tous les États participants de l'OSCE de se conformer aux mesures qui sont essentielles à l'instauration de la confiance et de la sécurité dans notre région, notamment le Document de Vienne et le Traité « Ciel ouvert ». Ces mesures doivent être tenues à jour et pleinement respectées par le plus grand nombre possible d'États afin de garantir leur utilité et leur pertinence sur le long terme.

Lorsque des crises éclatent malgré nos efforts pour les prévenir, je reste prête à dialoguer directement avec les parties prenantes concernées pour offrir les bons offices de l'OSCE afin de trouver des solutions. Dans cette optique, l'offre que le Premier Ministre albanais Rama, en tant que Président en exercice, et moi-même avons faite l'année dernière pour faciliter un véritable dialogue entre le Gouvernement et l'opposition au Bélarus tient toujours.

L'appel du Secrétaire général Guterres à un cessez-le-feu mondial pendant la pandémie est indispensable. L'adoption de la résolution 2532 (2020) le 1<sup>er</sup> juillet 2020 et la récente résolution 2565 (2021), sur l'accès aux vaccins dans les zones de conflit, montrent l'importance que le Conseil de sécurité attache à la lutte contre la pandémie et au règlement des conflits. Je souhaite vivement que ces résolutions soient mises en œuvre pour appuyer les efforts de paix dans la région de l'OSCE.

Malheureusement, les défis se sont multipliés en raison de la pandémie qui met à rude épreuve l'ouverture des sociétés. Au cours de l'année écoulée, nous avons assisté à un recul de la démocratie et du respect des droits de l'homme dans la région de l'OSCE, comme nous l'avons constaté ailleurs. La présidence suédoise mettra l'accent sur la liberté d'expression et la liberté des médias, ainsi que sur d'autres droits démocratiques que nos États se sont engagés à respecter. Dans le cadre de notre présidence, nos efforts seront menés en appui et en complément du travail important réalisé par le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE, le Représentant pour la liberté des médias et le Haut-Commissaire pour les minorités nationales.

Durant notre présidence, nous nous appuierons sur les compétences de la société civile en faisant en sorte que ses contributions éclairent tous les aspects de la sécurité. Avant cette réunion, j'ai rencontré des organisations de la société civile de

toute la région de l'OSCE, y compris de pays touchés par des conflits non résolus, afin d'échanger des points de vue sur le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Il est ressorti notamment de ces échanges que l'impunité pour les violences sexuelles et fondées sur le genre règne et que les effets négatifs de la pandémie sur les droits économiques et sociaux des femmes sont particulièrement ressentis par les femmes qui se trouvent déjà dans des situations vulnérables. La réunion a renforcé ma conviction qu'il faut associer les organisations de la société civile aux efforts de règlement des conflits et de consolidation de la paix, faire participer les femmes à toutes les étapes des processus de paix et éliminer les menaces qui pèsent sur les acteurs de la société civile. À cet égard, une coopération étroite entre l'ONU et l'OSCE sur le terrain peut changer les choses.

Nous continuerons à mettre l'accent sur l'avancement du programme sur les femmes et la paix et la sécurité, comme nous l'avons fait lors de notre mandat au Conseil de sécurité en 2017-2018. Nous prévoyons également de travailler sur ce programme avec ONU-Femmes, notamment sur la manière de promouvoir l'autonomisation économique des femmes dans notre région. J'ai mis en place un groupe consultatif d'experts sur ces questions, qui a tenu sa première réunion à la fin du mois de février. Grâce à son appui, j'espère que notre travail d'intégration du programme prendra de l'ampleur et se poursuivra longtemps après avoir passé le relais à la Pologne et aux futurs Présidents en exercice de l'OSCE.

Dans la période à venir, je compte visiter les présences de l'OSCE sur le terrain dans toute notre région, de l'Europe du Sud-Est à l'Asie centrale. Je continuerai à mettre en avant les priorités qui ont été présentées à la présente séance, tout en recherchant des solutions communes aux défis auxquels notre région est confrontée.

## Annexe II

## Déclaration de M. Sven Jürgenson, Représentant permanent de l'Estonie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie la Ministre des affaires étrangères de la Suède, Ann Linde, d'avoir accepté la tâche difficile de diriger l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) cette année. Je suis sûr qu'elle s'acquittera de ces fonctions avec le même dévouement que celui avec lequel la Suède s'est acquitté de son mandat au Conseil de sécurité. Je la remercie également de nous avoir informés des priorités de la présidence suédoise. L'Estonie partage pleinement son point de vue selon lequel la coopération multilatérale est le meilleur moyen de relever nos défis communs et que nous devons respecter nos règles communes et honorer nos engagements, notamment ceux sur lesquels l'OSCE a été fondée. Le respect des normes et des principes du droit international consacrés par la Charte des Nations Unies ainsi que par l'Acte final d'Helsinki est de la plus haute importance. Les organisations mondiales et régionales doivent travailler main dans la main, et nous sommes favorables à une coopération renforcée entre l'OSCE et l'ONU.

Nous nous félicitons de l'accent mis par la présidence suédoise sur les conflits dans la région de l'OSCE, qui constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales et causent de grandes souffrances humaines. Malheureusement, pour la septième année consécutive, les violations du droit international et des principes d'Helsinki, ainsi que d'un certain nombre d'accords et d'engagements bilatéraux et multilatéraux, dont le Mémorandum de Budapest, se poursuivent. La Fédération de Russie a illégalement annexé la Crimée et occupé certaines zones dans l'est de l'Ukraine. Nous soulignons la responsabilité de la Russie en tant que signataire des accords de Minsk et nous l'exhortons, en tant que partie au conflit et au Groupe de contact trilatéral, à mettre en œuvre les dispositions qu'elle s'est engagée à respecter.

Nous déplorons les restrictions persistantes à la liberté de circulation imposées au personnel de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine, notamment dans les zones non contrôlées par le Gouvernement dans l'est de l'Ukraine, qui empêchent la Mission de s'acquitter pleinement de son mandat. Nous appelons également la Russie à cesser d'alimenter le conflit en apportant un appui financier et militaire aux formations armées. Madame la Ministre des affaires étrangères Ann Linde, comment l'OSCE et le Conseil de sécurité peuvent-ils contribuer davantage à faire avancer les démarches nécessaires pour parvenir au règlement du conflit ?

S'agissant de la Géorgie, je tiens à souligner que nous sommes profondément préoccupés par le renforcement de la présence militaire russe dans les régions occupées d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Nous demandons à la Fédération de Russie d'honorer ses obligations au titre de l'accord de cessez-le-feu conclu le 12 août 2008 et des mesures de mise en œuvre adoptées par la suite, le 8 septembre 2008, et de retirer dans les meilleurs délais ses forces militaires des régions d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Nous sommes en outre profondément préoccupés par les manœuvres militaires russes, la fortification des infrastructures et les activités dites de « frontiérisation » dans les régions géorgiennes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Nous exhortons la Russie et les autorités *de facto* qu'elle soutient à s'abstenir de toute nouvelle mesure de provocation susceptible d'aggraver les conditions de sécurité et la situation humanitaire sur le terrain, qui sont déjà fragiles. Dans ce contexte, nous rappelons à la Fédération de Russie les responsabilités qui lui incombent au titre de l'arrêt rendu le 21 janvier par la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *Géorgie c. Russie*. Nous demandons de nouveau que l'accès à l'ensemble du territoire géorgien soit garanti pour la Mission de surveillance de l'Union européenne, ainsi que pour les mécanismes de surveillance des droits de la personne et les organisations humanitaires et autres organisations de la société civile.

L'Estonie appuie les efforts déployés par la Présidente en exercice de l'OSCE, son représentant spécial et la Mission de l'OSCE en République de Moldova pour régler le conflit transnistrien. Outre les mesures de confiance, nous devons également nous attacher à éliminer les principales causes profondes du conflit. Nous suivons attentivement l'évolution de la situation sur le terrain, et nous encourageons la tenue d'une réunion axée sur les résultats dans le cadre du format 5+2, le plus tôt possible en 2021. Je voudrais demander à la Ministre des affaires étrangères, M<sup>me</sup> Linde, sur quelles questions l'OSCE espère faire des progrès cette année dans le cadre du format 5+2.

En ce qui concerne la question du Haut-Karabakh, nous continuons à appuyer les efforts déployés par les Coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE pour parvenir à un règlement global et durable au conflit.

En outre, nous saluons et soutenons l'offre de dialogue faite par la présidence de l'OSCE au Bélarus, et nous appelons les autorités bélarussiennes à y répondre, et à aligner leurs politiques et pratiques sur les engagements pris dans le cadre de l'OSCE. Nous renouvelons également notre appel au Bélarus pour qu'il donne suite aux recommandations figurant dans le rapport du mécanisme de Moscou, qui a été présenté en novembre 2020.

La protection et la promotion des droits de la personne doivent constituer une priorité transversale. Nous partageons l'avis de la Ministre des affaires étrangères, M<sup>me</sup> Linde, selon lequel il existe un lien clair entre la sécurité et le respect des droits de la personne, de la démocratie et de l'état de droit. Le respect des droits de la personne n'est pas seulement compatible avec les stratégies de règlement des conflits, il s'agit d'un élément essentiel pour garantir la paix et la démocratie. Les violations des droits de la personne peuvent être un signe annonciateur et un facteur de conflits et, malheureusement, elles en sont aussi une caractéristique constante.

Nous nous félicitons vivement de la priorité accordée par la Présidente en exercice au programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Nous appuyons les travaux de l'OSCE relatifs à la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000), et nous estimons qu'il est utile de poursuivre la coopération et les échanges entre l'ONU et l'OSCE à cet égard.

Pour exprimer l'engagement de l'Estonie envers l'OSCE, je tiens à rappeler que le Gouvernement estonien a confirmé qu'il était prêt à assumer la présidence de l'OSCE en 2024.



**Annexe III****Déclaration de M<sup>me</sup> Nathalie Broadhurst Estival, Représentante permanente adjointe de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : français et anglais]

Je me joins à l'ensemble de mes collègues pour souhaiter la bienvenue à M<sup>me</sup> Linde et la remercier pour son intervention. Je souhaite également féliciter la Suède pour son programme de travail en tant que Présidente en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, l'ONU et l'OSCE ont la responsabilité de coordonner leurs actions en réponse aux menaces pesant sur la paix et la sécurité internationales. Je souhaite donc, dans un premier temps, revenir sur plusieurs d'entre elles.

Sur le dossier ukrainien, la France et l'Allemagne poursuivent leurs efforts, qui restent très difficiles, en faveur du plein rétablissement de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, et ce plus d'un an après le sommet de Paris de décembre 2019. Nous apportons notre plein soutien au rôle de médiation qui est joué par l'OSCE au sein du Groupe de contact trilatéral, en coordination avec le format Normandie. Nous saluons également le travail de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine, dont le rôle d'observation du cessez-le-feu est absolument essentiel. Le mandat de la Mission spéciale doit pouvoir être pleinement mis en œuvre sur l'ensemble du territoire ukrainien, c'est-à-dire y compris à proximité de la frontière russo-ukrainienne. Nous condamnons avec la plus grande fermeté toutes les actions qui portent atteinte à la sécurité des hommes et des femmes qui la composent ou qui visent à entraver leur mission.

S'agissant du Haut-Karabakh, la France, en tant que Coprésidente du Groupe de Minsk de l'OSCE, s'est engagée à tous les niveaux, en lien avec nos partenaires russe et américain, en faveur d'une résolution pacifique durable. Nous sommes déterminés à jouer tout notre rôle pour rechercher cette solution durable à la suite de l'accord de cessez-le-feu qui a été conclu le 9 novembre 2020. C'est le mandat qui nous a été confié par les membres de l'OSCE. Nous continuerons de l'assumer. Une attention particulière doit être portée aux accès humanitaires, au retour des personnes déplacées, à la situation des prisonniers de guerre et des autres détenus, et à la protection du patrimoine.

S'agissant de la Biélorussie, où les droits de l'homme ont été bafoués et l'aspiration démocratique du peuple a été réprimée par la violence, nous soutenons pleinement l'initiative de médiation que M<sup>me</sup> Linde a lancée avec son prédécesseur, M. Rama, dont nous saluons d'ailleurs les réalisations lors de sa présidence en 2020. Nous appelons à la mise en œuvre des recommandations du rapport de l'expert indépendant Wolfgang Benedek, après l'activation du mécanisme de Moscou que nous avons demandée avec 16 autres membres de l'OSCE.

La France apporte son plein soutien à l'OSCE dans la résolution des autres crises de notre voisinage. Cela vaut pour les discussions internationales de Genève, qui doivent permettre à la Géorgie de recouvrer son intégrité territoriale. Nous soutenons également le rôle de médiateur de l'OSCE au sein du format 5+2 en vue de parvenir à un règlement global, pacifique et durable du conflit transnistrien, dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République de Moldova, à l'intérieur des frontières internationalement reconnues.



Mon deuxième point porte sur l'attachement de la France à l'approche multidimensionnelle de la sécurité qui prévaut au sein de l'OSCE. Dans le cadre de la dimension politico-militaire, la fragilisation des outils de maîtrise des armements porte atteinte à nos intérêts collectifs de sécurité et à l'architecture de sécurité européenne. Nous devons mettre un terme à cette dynamique absolument délétère.

Par ailleurs, l'OSCE met l'accent, à travers sa dimension humaine, sur le lien fondamental entre la sécurité collective et le respect des droits humains et des libertés fondamentales. À cet égard, la France réitère son plein soutien aux institutions de la dimension humaine, qui ne cessent de faire la démonstration de leur utilité, et elle se réjouit des priorités qui ont été définies par la présidence suédoise, notamment l'égalité des genres et la défense de la liberté d'expression et de la liberté de la presse. Nous estimons que sur ces sujets, il faut aussi accorder toute sa place à la société civile des États qui participent aux activités diplomatiques et de terrain de l'OSCE.

Les dimensions économiques et, de plus en plus, les dimensions environnementales de la sécurité collective doivent également être prises en compte. L'OSCE est en Europe le modèle d'une forme de multilatéralisme efficace et proche du terrain, qui a su émerger sur la base d'un socle de valeurs communes à un moment où les antagonismes politiques étaient absolument criants. L'ONU peut, en coopération avec les organisations régionales, continuer à inventer un multilatéralisme qui produise des résultats à même de répondre à l'ensemble des crises et aux défis de notre temps.

**Annexe IV****Déclaration de M. Nagaraj Naidu Kakanur, Représentant permanent adjoint de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Qu'il me soit tout d'abord permis de souhaiter la bienvenue au Conseil de sécurité à S. E. M<sup>me</sup> Ann Linde, Ministre des affaires étrangères de la Suède. Je la remercie également de son exposé complet sur les activités de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et ses priorités.

Le rôle des organisations régionales et sous-régionales dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, ainsi que leur coopération avec l'ONU, sont prévus au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies. Nous nous félicitons de l'exposé présenté par la Présidente en exercice de l'OSCE.

L'adoption de l'Acte final d'Helsinki et la création de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) au plus fort de la guerre froide ont démontré que le dialogue et la coopération étaient possibles même dans les moments de confrontation les plus graves. La CSCE s'est transformée en OSCE après la chute du mur de Berlin. Aujourd'hui, l'OSCE, avec ses 57 membres participants provenant de trois continents, y compris des pays du voisinage élargi, respectant les principes de l'intégralité et de l'indivisibilité de la sécurité, de l'allégeance à des valeurs communes et de l'engagement à respecter des normes de comportement, joue un rôle important dans la promotion de la paix et de la sécurité internationales et donne à ses membres les moyens de construire un avenir meilleur et plus sûr.

La paix et la sécurité sont des conditions préalables essentielles à la croissance et au développement de l'humanité. Nous avons tous la responsabilité collective de prévenir les conflits et de créer les conditions permettant de pérenniser la paix et de garantir la sécurité. Aujourd'hui, l'ordre international est confronté à de multiples défis pour la paix et la sécurité. Les politiques de clocher de certains États et leur perception de menaces existentielles ont contribué à l'insécurité dans de nombreuses régions. Des questions purement bilatérales sont portées devant des instances régionales et internationales, ce qui réduit les chances de dialogue direct et mutuel.

Les défis auxquels la communauté de l'OSCE est confrontée proviennent de différentes sources. Ils comprennent non seulement les menaces potentielles à la souveraineté, mais aussi les menaces à la paix dues à des tensions ethniques et à un séparatisme violent au sein des États. En tant que principale organisation chargée de la sécurité régionale, l'OSCE s'attaque également à certaines des menaces transnationales les plus graves auxquelles ses membres sont confrontés, telles que la prolifération des armes, le terrorisme, la cybersécurité, les migrations, la détérioration de l'environnement et le trafic de stupéfiants. Malgré ces défis, l'OSCE a innové en mettant au point des outils efficaces de prévention des conflits, de consolidation de la paix, de gestion des crises et de relèvement en période postconflictuelle afin de faire face à ces risques et menaces pour la sécurité.

Nous croyons que les accords bilatéraux négociés entre les parties concernées constituent la base d'un règlement négocié et pacifique des différends. L'engagement à faire respecter un ordre international fondé sur des règles, qui s'appuie sur le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, l'état de droit, la transparence, la liberté de navigation dans les mers internationales et le règlement pacifique des différends, reste également essentiel et pertinent.

Nous sommes favorables à une collaboration active entre l'ONU et l'OSCE, fondée sur le Cadre de coopération et de coordination entre le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, signé en 1993, et conforme à la Charte des Nations Unies.

Tout en notant les efforts continus de lutte contre le terrorisme à l'échelle mondiale et la contribution de l'OSCE à cet égard, nous voudrions saisir cette occasion pour réitérer l'importance de cette question. Les récents attentats commis par des loups solitaires dans de nombreuses régions d'Europe montrent clairement que les terroristes ont considérablement renforcé leurs capacités. Nous devons veiller à ce que notre détermination collective à lutter contre le terrorisme ne soit pas affaiblie.

L'OSCE a été parmi les premières organisations régionales à condamner fermement l'attaque terroriste perpétrée contre le Parlement indien en 2001. Nous pensons que l'OSCE a un rôle important à jouer dans notre lutte continue contre le terrorisme et d'autres menaces nouvelles et émergentes. Dans ce contexte, je souhaiterais que le Conseil de sécurité prenne note du plan d'action en huit points sur la lutte contre le terrorisme proposé par le Ministre indien des affaires étrangères le 12 janvier dernier alors qu'il s'adressait au Conseil (voir S/2021/48, annexe 5), qui mérite également d'être examiné sérieusement par l'OSCE.

Enfin, la contribution de l'OSCE à l'ordre international fondé sur des règles et au multilatéralisme est immense. Avec la pandémie actuelle qui met à rude épreuve les sociétés du monde entier, la Suède assumera la présidence de l'OSCE en des temps véritablement difficiles. Nous nous félicitons de l'importance que la Suède accorde à la promotion du programme pour les femmes et la paix et la sécurité pendant sa présidence. Nous pensons que l'inclusion et la participation véritable des femmes sont essentielles pour prévenir et atténuer les conflits, ainsi que pour consolider la paix. Par ailleurs, nous nous félicitons de l'accent mis avec force par la Suède sur le dialogue, l'inclusion et le respect des principes convenus pour aborder les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Ma délégation s'associe à tous les autres membres du Conseil pour adresser ses meilleurs vœux à la Suède pour sa présidence de l'OSCE.

**Annexe V****Déclaration de M. Jim Kelley, Représentant permanent adjoint de l'Irlande auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie la Ministre Linde de nous avoir informés de ses priorités en tant que Présidente en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en 2021. Je tiens à assurer la Ministre de l'appui total de l'Irlande dans son rôle important.

En écoutant l'exposé de la Ministre, j'ai été très frappé par les liens étroits qui existent entre l'action menée par l'OSCE et celle menée par le Conseil de sécurité et par l'ONU en général, un rappel qu'on ne saurait tout simplement pas surestimer l'importance de la coopération multilatérale face à nos défis communs.

En tant que membre fondateur de l'OSCE, l'Irlande considère cette organisation comme un instrument vital pour la stabilité et la sécurité européennes. Nous apprécions grandement l'action menée par l'OSCE en matière de règlement et de prévention des conflits, ses activités en matière de droits de l'homme, ainsi que son rôle régional.

L'approche globale de l'OSCE en matière de sécurité est plus pertinente et appropriée que jamais. Le respect des droits de l'homme, l'état de droit et le progrès économique sont autant d'éléments essentiels à la pérennisation de la paix et de la prospérité. Nous nous réjouissons à la perspective de travailler en étroite collaboration avec la Présidente en exercice pour garantir des partenariats solides et complémentaires entre l'ONU et l'OSCE.

Nous appuyons fermement les priorités que M<sup>me</sup> Linde a exposées ce matin, en particulier ses efforts visant à renforcer l'égalité des sexes dans tous les aspects des travaux de l'OSCE, y compris en recherchant l'autonomisation économique des femmes et en appuyant la mise en œuvre effective des résolutions du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité dans la région de l'OSCE, notamment par l'intermédiaire d'un dialogue avec des artisanes de la paix et des représentantes de la société civile.

En effet, le programme pour les femmes et la paix et la sécurité est une priorité des travaux de l'Irlande au Conseil de sécurité, notamment en tant que Coprésidente du Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité. La vérité, c'est que ni l'OSCE ni le Conseil de sécurité ne peuvent relever avec succès les défis de la paix et de la sécurité sans la participation pleine, égale et effective des femmes à toutes les étapes de la prévention et du règlement des conflits et de la consolidation de la paix. À l'instar de la Ministre Linde, nous pensons que l'ONU et les organisations régionales telles que l'OSCE ont la responsabilité particulière d'ouvrir la voie à cet égard et doivent travailler ensemble pour renforcer leurs messages respectifs.

En Ukraine, par exemple, nous avons vu la façon dont les femmes sur le terrain jouent un rôle central dans les efforts de consolidation de la paix. Garantir un espace pour ces femmes et la société civile dans le processus de paix sera essentiel pour régler efficacement et durablement le conflit.

Je voudrais également dire que l'Irlande est une fervente partisane de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, et nous appelons à la mise en œuvre complète des accords de paix de Minsk. Par ailleurs, nous restons profondément préoccupés par la situation humanitaire en Ukraine. Lors de notre discussion au Conseil de sécurité le 11 février dernier, nous avons entendu des informations inquiétantes concernant les conséquences humanitaires qu'a sur les civils la fermeture presque

complète des points de passage le long de la ligne de confrontation (voir S/2021/159). Comme d'autres, nous demandons à nouveau aujourd'hui que les points d'entrée et de sortie de Chtchastia et de Zolote deviennent pleinement opérationnels et que tous les points d'entrée et de sortie actuellement fermés soient rouverts pour éviter d'exacerber la grave crise humanitaire.

L'Irlande soutient fermement l'intention de la Suède de maintenir la prévention et le règlement des conflits au premier rang des priorités de l'OSCE. La Présidente en exercice a déjà démontré cet engagement lors de ses récentes visites, notamment en Géorgie, où nous saluons l'accent qu'elle a mis sur le mécanisme de prévention des affrontements et sur les liens interpersonnels entre Tbilissi et les républiques séparatistes. L'Irlande se félicite également de l'attention portée par la Suède au règlement de la question de la Transnistrie et de son projet d'organiser des pourparlers selon le format 5+2.

L'automne dernier, la reprise des hostilités dans le Haut-Karabakh nous a rappelé le coût humain tragique des conflits dans la région. L'Irlande se félicite de la cessation des hostilités entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Il est essentiel que les deux parties s'engagent maintenant à trouver une solution durable aux problèmes du Haut-Karabakh sous les auspices des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE.

Je tiens à conclure en assurant une nouvelle fois la Ministre des affaires étrangères Linde du soutien indéfectible de l'Irlande à son important travail.

**Annexe VI****Déclaration de M. Michael Kiboino, Représentant permanent adjoint du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je voudrais tout d'abord saluer la présence de S. E. M<sup>me</sup> Ann Linde, Ministre des affaires étrangères de la Suède et Présidente en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), et la remercier de son exposé. Je félicite également M<sup>me</sup> Linde de son accession à la présidence de l'OSCE et lui souhaite de réussir à faire avancer les priorités de la Suède pour l'Organisation, qui sont axées sur le maintien de l'ordre de sécurité européen, la résolution des conflits prolongés et le renforcement de la démocratie, de l'égalité des genres, des droits de la personne et de l'état de droit.

La coopération entre l'ONU et les organisations régionales revêt une importance capitale pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. À cet égard, la coopération entre l'ONU et l'OSCE, en tant qu'organe principal du maintien de la paix et de la sécurité internationales dans toute la région de l'OSCE, est louable.

Le Kenya félicite l'OSCE de ses réalisations en matière de diplomatie préventive et de coopération multilatérale pour la paix, la sécurité et le développement. Nous notons que l'Organisation déploie des efforts en Ukraine, alors qu'elle continue de s'acquitter de son mandat de surveillance de la mise en œuvre des accords de Minsk de 2015, entérinés par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2202 (2015). Je réaffirme l'appui du Kenya à la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine, qui doit continuer de bénéficier d'un accès sans entrave pour superviser et vérifier l'application des accords de Minsk conformément à son mandat.

Le Kenya estime qu'il est de la responsabilité de toutes les parties concernées, notamment l'OSCE, d'assurer un environnement durable propice à la paix et à la stabilité à long terme du Kosovo.

En ce qui concerne le Haut-Karabakh, nous soutenons l'action des pays coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE, en particulier leur appel à toutes les parties au conflit à respecter leurs engagements, notamment le non-recours à la force, pour régler le différend. Nous félicitons la Présidente en exercice de l'OSCE d'avoir insisté sur la participation inclusive et effective des femmes à toutes les étapes du cycle des conflits et sur l'importance de faire avancer le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, conformément au concept de sécurité globale de l'Organisation. Je félicite également l'OSCE de sa volonté d'impliquer la société civile dans l'intérêt des populations et de la stabilité de la région au sens large, afin de trouver des solutions durables aux conflits.

Je prends note que l'OSCE s'efforce de prévenir les conflits et de promouvoir la consolidation de la paix et le relèvement au lendemain des conflits. Nous félicitons notamment l'Organisation d'avoir mis en place un large éventail d'outils d'alerte précoce et de gestion des conflits, tels que son réseau d'opérations sur le terrain et son centre de prévention des conflits. Nous recommandons à l'OSCE de partager son expérience et son expertise avec d'autres organisations régionales dans le monde.

En guise de conclusion, je tiens à réaffirmer que le Kenya soutient l'OSCE dans sa recherche d'un dialogue authentique, car il s'agit de la première option pour résoudre tous les conflits dans la région de l'OSCE. Moyennant une volonté politique et un véritable dialogue inclusif, une paix tangible et durable peut être instaurée dans toutes les situations de conflit.

**Annexe VII****Déclaration de M. Juan Ramón de la Fuente Ramírez,  
Représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des  
Nations Unies**

[Original : espagnol]

Je souhaite la bienvenue à la Ministre des affaires étrangères, M<sup>me</sup> Linde, et lui adresse tous mes vœux de réussite durant son mandat. Je la remercie des informations qu'elle a bien voulu partager avec le Conseil de sécurité.

En tant que communauté internationale, nous sommes confrontés à des défis qui, en raison de leur complexité et de leur urgence, sont impossibles à résoudre au niveau strictement national. Le Mexique soutient l'action des organes régionaux à l'appui des efforts déployés par l'ONU pour trouver des solutions à ces défis. À cet égard, nous saluons le travail accompli par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) sur un certain nombre de questions inscrites à l'ordre du jour pour la paix et la sécurité internationales, comme la Bosnie-Herzégovine, l'Ukraine et le conflit du Haut-Karabakh. Le multilatéralisme exploite l'action commune et la coopération pour construire une paix durable sur la base d'un système fondé sur des règles.

Nous nous félicitons que la présidence suédoise ait articulé les priorités de l'OSCE pour cette année autour de valeurs que nous partageons pleinement, telles que le règlement pacifique des conflits dans la région, la réalisation de progrès dans le programme pour les femmes et la paix et la sécurité et le renforcement du lien entre la sécurité, le respect des droits de la personne, la démocratie et l'état de droit.

Nous saluons également le travail de médiation et de bons offices effectué par l'OSCE grâce au déploiement de missions de paix, à ses bureaux locaux et à ses représentants spéciaux. Le travail de médiation de l'OSCE contribue à régler les différends et à renforcer la confiance entre les États grâce à la coopération en matière de prévention des conflits, de gestion des crises et de relèvement au lendemain des conflits. Nous prenons également note du travail accompli par les missions de l'OSCE, qui cherchent à promouvoir l'état de droit dans la région en renforçant les capacités locales et institutionnelles.

Nous exprimons notre soutien au rôle joué par l'OSCE et le Groupe de contact trilatéral dans la mise en œuvre des accords de Minsk. Nous encourageons les parties à continuer de soutenir ces efforts et à se conformer aux dispositions de la résolution 2202 (2015), car cet ensemble de mesures reste le seul cadre convenu pour un règlement global, négocié et pacifique de la situation en Ukraine. Il est essentiel que la Mission spéciale d'observation de l'OSCE bénéficie d'un accès complet et sécurisé aux fins de l'exécution de son mandat.

Nous saluons également les efforts du Groupe de Minsk de l'OSCE visant à rechercher une solution pacifique et négociée au conflit du Haut-Karabakh. Le Mexique déplore les dommages causés à la population civile, en particulier aux enfants, ainsi que l'utilisation regrettable des armes à sous-munitions. Nous appelons une nouvelle fois tous les pays qui fabriquent et utilisent ces armes à mettre en œuvre un moratoire et à adhérer à la Convention d'Oslo.

Le Mexique salue le travail accompli par la Russie et le Groupe de Minsk de l'OSCE pour faciliter le respect de l'accord de cessez-le-feu signé le 9 novembre 2020. Nous demandons aux parties d'engager un dialogue sans conditions préalables, de parvenir à un accord sur le statut futur de la région, d'accorder un accès sans restriction aux travailleurs humanitaires et de faciliter l'échange de prisonniers de guerre et le retour des déplacés, conformément à cet accord.



Alors que nous célébrons cette semaine la Journée internationale des femmes, nous saluons l'initiative de la Suède visant à renforcer l'égalité des genres dans tous les aspects du travail de l'Organisation. La participation pleine, égale et effective des femmes à tous les processus de prise de décisions est essentielle.

Enfin, nous attirons l'attention du Conseil de sécurité sur la nécessité d'explorer de nouvelles voies de collaboration avec l'OSCE axées sur la prévention des conflits, en tenant compte du défi majeur que représente la prolifération des armes légères et de petit calibre. Il s'agit sans aucun doute de l'une des causes qui alimentent les conflits et les crises dans la région.

**Annexe VIII****Déclaration de M. Abdou Abarry, Représentant permanent du Niger auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : français]

Je remercie M<sup>me</sup> Ann Linde, Présidente en exercice de l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE) et Ministre des affaires étrangères de la Suède, pour la qualité de son exposé.

Le Niger salue les priorités de la présidence suédoise de l'OSCE qui portent, entre autres, sur les principes et engagements communs de l'OSCE, le respect du concept de sécurité globale de l'Europe, le soutien et la contribution à la résolution des conflits, le renforcement de l'égalité des sexes dans tous les aspects du travail de l'Organisation. Ma délégation salue en particulier les efforts de résolution des conflits de l'OSCE, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, de facilitation du règlement des différends et de promotion de la consolidation de la paix et de la réhabilitation post-conflit.

Au sein de sa zone d'opération, qu'il s'agisse du processus de Minsk, du Groupe de contact trilatéral, du processus de règlement de la question transnistrienne ou encore des discussions internationales de Genève, pour ne citer que ceux-là, l'OSCE joue un rôle important dans la facilitation du dialogue, le soutien à la médiation ainsi que dans les initiatives de prévention et de règlement des conflits. C'est pourquoi ma délégation encourage les coprésidents du Groupe de Minsk dans leur ferme engagement, réitéré dans leur déclaration du 3 décembre 2020, sur le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force pour régler les différends, ainsi que leur position en faveur d'un règlement négocié, complet et durable de toutes les questions fondamentales à propos du conflit du Haut-Karabakh.

En ce mois de mars, le renforcement de l'égalité des sexes est une vision qui cadre avec la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui exhorte à une plus grande représentation des femmes à la prise de décision dans les institutions et mécanismes nationaux, régionaux et internationaux en vue de la prévention, de la gestion et du règlement des différends.

Le respect du droit international humanitaire est important, notamment en ce qui concerne le retour de tous les prisonniers de guerre, des civils et autres personnes détenues, mais aussi de l'accès humanitaire sûr et sans entrave de l'ONU au Haut-Karabakh conformément aux principes d'humanité et de neutralité. À cet égard, tout processus de règlement du conflit devra également prendre en compte la préservation du patrimoine culturel et religieux.

Au-delà des aspects précédemment mentionnés, ma délégation salue le partenariat entre l'OSCE et l'ONU qui porte également sur la lutte contre le terrorisme, la lutte contre la traite des personnes, les aspects environnementaux et économiques de la sécurité, la cybersécurité et les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Le terrorisme est l'une des menaces les plus importantes à la paix, à la sécurité et à la stabilité, ainsi qu'à la jouissance des droits de l'homme et au développement social et économique. À cet égard, l'engagement de l'Organisation pour prévenir et combattre le terrorisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quelle qu'en soit la motivation ou l'origine, reste essentiel. L'OSCE apporte à cet égard une vaste contribution aux efforts internationaux déployés sous les auspices de l'ONU pour lutter contre le terrorisme, en s'attaquant à ses manifestations ainsi qu'aux divers facteurs sociaux, économiques et politiques.

Le Niger soutient l'approche coopérative et coordonnée de la lutte contre le terrorisme à tous les niveaux, et tous les efforts guidés par la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, conformément au cadre consolidé de l'OSCE pour la lutte contre le terrorisme qui reste un atout important profitable à tous les pays. C'est pourquoi le Niger appelle à un élargissement de la coopération entre l'OSCE et les organisations régionales et sous-régionales africaines.

## Annexe IX

### **Déclaration de M<sup>me</sup> Trine Heimerback, Représentante permanente adjointe de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je me joins aux autres pour saluer la participation à la présente réunion de S. E. M<sup>me</sup> Ann Linde, Ministre des affaires étrangères de la Suède, et je la remercie de l'exposé qu'elle a fait au Conseil de sécurité en sa qualité de Présidente en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). L'OSCE apporte son concours à l'action de l'Organisation des Nations Unies en promouvant et en maintenant la paix et la sécurité au niveau régional. Nous attachons de l'importance au fait que l'OSCE serve de cadre de coopération avec les organisations régionales et sous-régionales et d'autres initiatives dans la région. La Norvège continuera d'appuyer l'accent mis par la présidence suédoise sur le concept de sécurité globale de l'OSCE. Nous partageons également l'accent mis sur le règlement des conflits, notamment en ce qui concerne les conflits et les crises en cours.

Je voudrais souligner trois situations qui, selon nous, doivent faire l'objet d'une attention particulière.

Tout d'abord, l'Ukraine. Le conflit dans ce pays compromet la sécurité européenne. La Norvège se félicite de la participation active de l'OSCE dans la recherche d'une solution à ce conflit. Nous félicitons la Présidente en exercice pour son voyage à Kiev et sur la ligne de contact dans la région du Donbass en janvier. Je tiens également à remercier la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine pour le travail remarquable qu'elle accomplit dans des circonstances très difficiles. La Mission continue également de nous fournir des informations opportunes et impartiales sur le conflit dans l'est de l'Ukraine.

Deuxièmement, le Haut-Karabakh. La déclaration sur le conflit signée par l'Arménie, la Russie et l'Azerbaïdjan l'année dernière a mis fin aux combats. La meilleure façon de parvenir à une solution durable, c'est d'impliquer la communauté internationale. L'OSCE est bien placée pour jouer ce rôle, en s'appuyant sur la longue expérience du Groupe de Minsk de l'OSCE et du Représentant personnel de la présidence en exercice.

Enfin, la Géorgie. La Norvège est profondément préoccupée par la situation dans les régions occupées d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie, et estime que l'OSCE peut jouer un rôle plus important en appuyant les efforts faits pour la paix et la réconciliation dans ces régions de Géorgie.

Il y a deux jours, les États Membres de l'ONU ont demandé à l'Organisation de montrer l'exemple en garantissant la participation pleine, égale et effective des femmes aux processus de paix dirigés par l'ONU. En tant que plus grande organisation de sécurité régionale du monde, l'OSCE estime également que cela revêt la plus haute importance. L'inclusion et l'autonomisation des femmes sont une condition préalable à une sécurité globale dans l'ensemble de l'espace de l'OSCE.

Je félicite donc la Présidente en exercice d'avoir placé l'égalité des sexes au premier rang des priorités de l'OSCE. Elle peut compter sur l'appui total de la Norvège dans ses efforts pour faire des femmes et de la paix et de la sécurité une priorité de la participation de l'OSCE dans l'action menée en faveur de la paix et de la sécurité, notamment en s'appuyant sur le travail effectué par le Conseil de sécurité. Je voudrais également exprimer notre ferme appui à l'initiative de la Présidente en exercice d'inviter la société civile à mettre à disposition ses compétences spéciales chaque fois que cela est possible et pertinent.

À l'avenir, l'OSCE doit continuer à se concentrer sur les Balkans pour assurer la stabilité de la région et la consolidation de la démocratie. Nous attachons une grande valeur au rôle important que jouent les missions de l'OSCE pour aider les États participants à parvenir à une plus grande sécurité et à un plus haut niveau de développement économique et démocratique. Le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, le Haut-Commissaire pour les minorités nationales et le Représentant pour la liberté des médias de l'OSCE apportent également un appui et des conseils précieux aux États dans leurs domaines d'expertise. Tous ces efforts contribuent à rendre la région plus pacifique et plus prospère, et donc aussi à notre propre action en faveur de la paix et de la sécurité internationales au sein du Conseil de sécurité.

Je termine mon propos en rappelant les ambitions et les objectifs communs de l'ONU et de l'OSCE. Notre devoir commun est de continuer à renforcer la sécurité au niveau régional afin de mettre fin aux conflits violents et de faire en sorte que les droits de l'homme, la démocratie, l'état de droit et l'égalité des genres soient l'apanage de tous. Nous nous réjouissons de l'occasion qui nous est offerte aujourd'hui de renforcer ces liens.

**Annexe X****Déclaration de M. Dmitry Polyanskiy, Premier Représentant permanent adjoint de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

Nous remercions la Ministre des affaires étrangères de la Suède, Ann Linde, de son exposé sur les activités de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), les questions inscrites à son ordre du jour et les priorités de la présidence en exercice.

La Russie a toujours été favorable au renforcement de la coopération entre l'ONU et l'OSCE sur la base de la Charte des Nations Unies et de l'accord-cadre de 2019 sur la coopération et la coordination entre l'ONU et l'OSCE, ainsi que de la déclaration de 2006 du Conseil permanent de l'OSCE. Nous pensons que l'OSCE doit compléter les efforts de l'ONU dans sa zone de responsabilité.

La Suède a assumé la présidence de l'OSCE dans des circonstances géopolitiques et épidémiologiques difficiles. La situation explosive qui s'est développée autour de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) est venue se superposer à une crise de confiance de plus en plus marquée dans l'espace de l'OSCE. Dans le même temps, sa large portée géographique et sa règle du consensus font de l'organisation un outil sans pareil pour le maintien de la paix et de la stabilité dans l'espace euro-atlantique.

Nous notons la position active que la présidence en exercice a adoptée au début de son mandat et son désir de recevoir des informations de première main sur la situation sur le terrain. La Ministre Linde s'est déjà rendue en Russie, en Ukraine, en République de Moldova et en Géorgie. Nous espérons que la présidence en exercice adhèrera fermement aux approches consensuelles, travaillera dans le cadre des décisions prises par le Conseil des ministres des affaires étrangères de l'OSCE et le Conseil permanent en 2002, et s'abstiendra de faire des évaluations partiales et déséquilibrées et de promouvoir des concepts qui ne bénéficient pas d'un large appui.

À l'heure où la perte de confiance mutuelle est généralisée, les organisations régionales, dont l'OSCE, ont une mission très particulière, à savoir raviver le sentiment de compréhension mutuelle afin de contribuer à la résolution des crises dans leurs régions respectives. Bien entendu, le principal critère d'efficacité ici, c'est l'aide apportée au règlement des conflits.

Il est attendu de l'OSCE qu'elle adopte une approche objective du règlement du conflit interne en Ukraine, facilite le dialogue direct entre les parties, à savoir Kiev, Donetsk et Lougansk, et contribue à la mise en œuvre de l'ensemble de mesures en vue de l'application des Accords de Minsk, que le Conseil de sécurité a entériné dans sa résolution 2202 (2015).

Nous osons espérer que la présidence suédoise garantira l'impartialité de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine et que la Mission elle-même se livrera à une surveillance équilibrée des deux côtés de la ligne de contact, notamment en ce qui concerne les droits de l'homme. C'est d'ailleurs ce qui est prescrit explicitement dans le mandat de la Mission. Il est également nécessaire de suivre, d'analyser et de signaler les initiatives discriminatoires prises par les dirigeants ukrainiens à l'égard de la langue russe, des minorités nationales et de l'Église orthodoxe ukrainienne, ainsi que de surveiller la situation en ce qui concerne la liberté d'expression et les activités des médias.

Les atteintes à la liberté des médias et l'oppression des minorités nationales, notamment en matière de droits civils et linguistiques, sont récemment devenues un véritable fléau dans un certain nombre d'États membres de l'OSCE. En l'absence de condamnation de la part des mécanismes régionaux, la situation ne cesse d'empirer. Nous demandons à la présidence en exercice et aux organes spécialisés de l'OSCE d'accorder une attention particulière à la détérioration du respect des droits de l'homme que l'on observe dans l'espace de l'OSCE et dans sa zone de responsabilité.

Je voudrais faire une remarque à propos des déclarations que certains de nos collègues occidentaux ont faites aujourd'hui, qui comprenaient une fausse interprétation de la situation entourant le règlement du conflit interne en Ukraine. Je voudrais souligner que ce sont leurs actions à l'appui des mesures destructrices prises par Kiev pour saper les Accords de Minsk qui constituent la principale menace pour la sécurité de l'espace de l'OSCE dans son ensemble. Nous demandons instamment aux parrains occidentaux de se pencher sur cette question et de faire en sorte que leurs pupilles cessent de déformer la réalité et de se livrer à des actes de provocation politique, et s'attellent au contraire à rétablir le dialogue avec les habitants de l'est de l'Ukraine, comme le prévoient les Accords de Minsk. Avant de nous accuser, qu'ils se regardent dans le miroir et cessent de fermer les yeux sur les violations flagrantes des droits de l'homme, de la liberté d'expression et des médias, ainsi que sur les cas de glorification des criminels nazis et de leurs complices, qui sont devenus une triste réalité non seulement dans l'Ukraine de l'après-Maidan, mais aussi dans les États baltes, en particulier en Estonie. Ce serait profitable à leur réputation ternie et contribuerait à rétablir un climat de confiance et de coopération dans la zone de responsabilité de l'OSCE.

Il est à espérer que, sous la direction de la Ministre Linde, l'OSCE sera en mesure d'apporter une contribution digne de ce nom à un règlement du conflit du Haut-Karabakh et de donner un nouvel élan aux négociations 5+2 sur la Transnistrie. Nous voyons d'un bon œil le travail effectué par l'ONU et l'OSCE en tant que Coprésidentes des discussions internationales de Genève sur le Caucase du Sud. Nous espérons que la Représentante spéciale de la présidence en exercice de l'OSCE pour le Caucase du Sud, Annika Söder, facilitera les contacts constructifs entre la Géorgie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud.

Nous vous demandons, Madame la Ministre, de lancer le processus de consultation proposé par la Russie l'année dernière aux fins de renforcer l'efficacité de l'OSCE. L'objectif envisagé est d'accroître les résultats concrets du travail du Secrétariat de l'OSCE, de ses institutions et de ses missions sur le terrain, d'optimiser le programme des manifestations de l'OSCE et les préparatifs des Conseils des ministres des affaires étrangères, d'assurer un équilibre entre les trois « corbeilles » de l'OSCE et d'améliorer le processus budgétaire.

Un autre volet important est la nécessité de surmonter les effets socioéconomiques de la COVID-19 en aidant les secteurs économiques touchés, y compris le tourisme, à se remettre de la pandémie.

Nous appuyons les projets de la présidence en exercice visant à promouvoir la participation des femmes à l'activité économique, sans toutefois les lier à la résolution 1325 (2000) qui concerne l'implication des femmes dans les processus de paix.

Il convient également de corriger les déséquilibres thématiques et géographiques de la dimension humanitaire. La lutte contre le racisme, le néonazisme, les falsifications de l'histoire et l'incitation à la haine religieuse doit figurer parmi les priorités. La question de l'élaboration collective d'une méthodologie unifiée pour l'observation des élections reste d'actualité.



Pour terminer, je voudrais appeler l'OSCE à coopérer plus étroitement avec l'ONU et ses institutions spécialisées ainsi qu'avec les différentes organisations régionales, telles que l'Organisation du Traité de sécurité collective, l'Union économique eurasiatique, la Communauté d'États indépendants et l'Organisation de Shanghai pour la coopération, entre autres, sur la base de la plateforme pour la sécurité coopérative commune, adoptée à l'occasion du sommet de l'OSCE à Istanbul en 1999.

Nous adressons à la présidence en exercice tous nos vœux pour un travail efficace, et espérons qu'elle restera fidèle à sa position d'honnête courtier. La Suède peut compter sur l'appui de la Russie pour les initiatives visant à étayer la stabilité, à restaurer la confiance et à galvaniser la coopération entre les États membres de l'OSCE.

**Annexe XI****Déclaration de M<sup>me</sup> Halimah DeShong, Deuxième Représentante permanente adjointe de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Saint-Vincent-et-les Grenadines salue chaleureusement la participation de la Ministre des affaires étrangères de la Suède, M<sup>me</sup> Ann Linde, en sa qualité de Présidente en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), et lui souhaite plein succès durant son mandat.

Le multilatéralisme vise non seulement à lutter contre les menaces communes, mais également à mettre à profit les possibilités qui s'offrent. Notre lutte contre les problèmes de longue date et naissants que posent les changements climatiques, l'inégalité des genres et la menace permanente d'affrontements militaires doit être menée dans l'unité. Nous soulignons donc l'importance du multilatéralisme en vue de renforcer la coordination entre toutes les organisations internationales et régionales, avec des contributions vitales de la société civile, des femmes et des jeunes.

Saint-Vincent-et-les Grenadines salue donc la décision prise par la Suède de placer l'autonomisation économique des femmes au premier rang de ses priorités. On ne soulignera jamais assez l'importance du traitement équitable des femmes. En effet, notre participation est cruciale pour prévenir et régler les conflits et pour créer de meilleures perspectives de développement durable. Nous appuyons donc sincèrement son intention de mettre pleinement en œuvre le programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans la région européenne.

Nous tenons à souligner la nécessité d'examiner le lien entre les changements climatiques et la sécurité, et nous accueillons avec satisfaction l'initiative prise par l'OSCE et le groupe de réflexion Adelphi, basé à Berlin, de lancer des consultations régionales sur les changements climatiques et la sécurité en Europe du Sud-Est, et nous les félicitons d'avoir mené à bien la première phase de l'atelier consacré aux consultations régionales en février.

La paix ne peut être durable en l'absence de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de la démocratie et de l'état de droit. À cet égard, nous saluons l'accent mis par la Suède sur ces questions, en particulier le droit à la liberté d'expression et la liberté des médias.

Les conflits en cours dans la région de l'OSCE restent la menace la plus éminente à la sécurité européenne. Notre délégation se félicite que l'on continue de mettre l'accent sur la recherche d'une solution politique durable aux problèmes dans l'est de l'Ukraine et en Crimée. Nous reconnaissons l'importance capitale de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine et saluons les efforts entrepris dans le cadre du format Normandie et du Groupe de contact trilatéral en vue de parvenir à une solution pacifique conforme aux principes de l'OSCE. Nous continuons d'appuyer la pleine mise en œuvre des accords de Minsk, qui constituent la base d'un règlement politique des conflits.

Nous saisissons cette occasion pour réaffirmer notre appui aux efforts de médiation que déploient les Coprésidents du Groupe de Minsk pour régler le conflit du Haut-Karabakh. Nous exhortons les parties à continuer de s'acquitter de leurs obligations en vertu de l'accord de cessez-le-feu trilatéral du 9 novembre 2020 et à respecter les exigences du droit international humanitaire.

Pour terminer, nous réitérons notre plein appui à l'OSCE alors qu'elle continue de promouvoir la paix, la sécurité et le développement dans la région. Ce n'est qu'en travaillant de concert, en soutenant pleinement les institutions multilatérales, que nous parviendrons à gérer et à surmonter de telles menaces.

## Annexe XII

### **Déclaration de M. Tarek Ladeb, Représentant permanent de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je tiens à remercier M<sup>me</sup> Ann Linde, Présidente en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et Ministre des affaires étrangères de la Suède, de son précieux exposé sur les programmes prévus dans le cadre de la présidence suédoise de l'OSCE en 2021. Je lui souhaite plein succès, en particulier dans son action pour promouvoir la paix et la sécurité internationales.

Compte tenu du rôle important joué par l'OSCE, nous appuyons ses domaines d'action prioritaires, et soulignons la nécessité de renforcer le partenariat et la coordination entre l'OSCE et l'Organisation des Nations Unies sur la base de valeurs et d'objectifs communs, afin de consolider les mécanismes de diplomatie préventive, la paix régionale et le règlement pacifique des conflits.

Nous estimons que pour atteindre ces objectifs communs, il est nécessaire de renforcer les capacités des organisations régionales et sous-régionales. Ces organisations ont une connaissance détaillée de la situation dans leur région et peuvent établir des canaux de communication directs entre les parties à un conflit.

En conséquence, nous réaffirmons notre appui aux efforts déployés par l'OSCE afin de régler la crise dans l'est de l'Ukraine et de parvenir à un règlement complet et équilibré fondé sur les accords de Minsk approuvés par le Conseil de sécurité dans la résolution 2202 (2015), conformément au cadre du format Normandie et du Groupe de contact trilatéral.

En ce qui concerne la situation dans la région du Haut-Karabakh, le déclenchement d'un conflit armé à la fin de 2020, qui a fait des centaines de victimes et aggravé les souffrances de la population, met clairement en évidence les menaces inhérentes aux conflits gelés et souligne la nécessité urgente de les résoudre par des mécanismes d'action multilatérale.

À cet égard, ma délégation salue les efforts de l'OSCE et du Groupe de Minsk, ainsi que les pourparlers virtuels avec les Ministres des affaires étrangères des deux pays qui ont eu lieu en février 2021 dans le but de parvenir à un règlement global et durable du conflit. Il est essentiel d'établir entre les deux pays des relations fondées sur la coexistence pacifique et le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale. En outre, la communauté internationale doit appuyer les efforts de reconstruction et de redressement après un conflit.

Nous espérons également que les efforts internationaux et régionaux visant à trouver des solutions globales aux autres conflits prolongés qui sévissent dans la région euro-méditerranéenne se poursuivront.

Parce que le concept de sécurité globale comprend des dimensions politiques, sécuritaires et économiques, et parce que la Tunisie appartient à l'espace méditerranéen et africain, ma délégation souhaite mettre en évidence les défis sécuritaires communs, traditionnels et émergents, de part et d'autre de la Méditerranée. Il importe de promouvoir la coopération stratégique entre l'OSCE et les partenaires régionaux, tels que l'Union africaine et la Ligue des États arabes, dans des domaines d'intérêt commun comme la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, et celle contre les causes profondes des conflits.

En raison des défis particuliers posés par la pandémie de maladie à coronavirus dans les zones de conflit, nous réaffirmons l'importance de l'application des résolutions 2532 (2020) et 2565 (2021) concernant, respectivement, un cessez-le-feu mondial et l'accès équitable aux vaccins, afin de garantir l'enracinement des principes de coopération et de solidarité internationales.

Enfin, les femmes ont un rôle important à jouer dans l'instauration de la paix et de la sécurité et doivent être intégrées dans les efforts de règlement des conflits. Nous nous saluons donc l'initiative prise en février 2021 par la présidence suédoise de l'OSCE de créer un groupe consultatif chargé de promouvoir l'action de l'organisation relative au programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

## Annexe XIII

### **Déclaration de M<sup>me</sup> Linda Thomas-Greenfield, Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie la Ministre des affaires étrangères, M<sup>me</sup> Linde, de sa déclaration claire et détaillée sur les priorités de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour 2021. Les États-Unis entendent collaborer sur ces questions importantes avec elle, en sa qualité de Présidente en exercice.

Comme l'a clairement indiqué le Président Biden, les États-Unis sont en train de renouveler leur engagement en faveur du multilatéralisme et de la coopération transatlantique. Nous saluons et célébrons la priorité qu'attache la Suède au renforcement des activités de l'OSCE concernant le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Comme je l'ai dit en début de semaine, le moment est venu de traduire par des actes nos engagements relatifs à ce programme. Nous devons faire plus pour protéger les femmes, en particulier les dirigeantes, contre les menaces d'être réduites au silence et contre les menaces de violence.

Comme la Ministre des affaires étrangères, M<sup>me</sup> Linde, et d'autres orateurs l'ont souligné aujourd'hui, l'OSCE et l'ONU sont confrontées à des problèmes communs, qu'elles doivent affronter ensemble cette année.

Nous venons de commémorer le septième anniversaire de l'invasion et de l'occupation de la Crimée par la Russie ainsi que du lancement de son agression dans l'est de l'Ukraine. Le conflit dans l'est de l'Ukraine a tué plus de 13 000 personnes et fait des dizaines de milliers de blessés. Il a déplacé plus de 1,4 million de personnes.

L'agression est loin d'être terminée. En Crimée, les autorités russes continuent de harceler et d'emprisonner ceux qui s'opposent à leur occupation, notamment les Tatars de Crimée, les Ukrainiens de souche et les membres d'autres groupes religieux et ethniques minoritaires. Les États-Unis ne reconnaîtront jamais l'annexion de la Crimée par la Russie, et ils continueront de demander des comptes à la Russie pour son agression dans l'est de l'Ukraine.

Nous accueillons avec satisfaction la reconduction par la Suède de l'Ambassadrice Heidi Grau au poste de Représentante spéciale pour l'Ukraine et au sein du Groupe de contact trilatéral. La présence de la Mission spéciale d'observation et son signalement des actes de violence quotidiens ont permis d'améliorer la situation sur le terrain. En tant que membres du Conseil, nous devons aux dirigeants de la Mission spéciale d'observation et à tous les courageux observateurs de faire tout notre possible pour que la Mission puisse opérer librement et sans entrave.

Outre son agression contre l'Ukraine, la Russie continue d'occuper près de 20 % du territoire de la Géorgie tout en soutenant les exactions que subissent les citoyens géorgiens qui résident en Abkhazie et en Ossétie du Sud ou à proximité, ou en fermant systématiquement les yeux sur ses exactions. La Russie n'a pas encore appliqué pleinement le cessez-le-feu de 2008, notamment l'obligation qu'elle a de retirer ses forces jusqu'aux positions d'avant le conflit, ou encore son engagement à accorder un accès sans entrave aux organisations humanitaires. Les États-Unis appuient fermement la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie. Nous demandons instamment à l'OSCE d'insister pour que la Russie mette fin à son occupation et applique intégralement l'accord de cessez-le-feu de 2008.

Au Bélarus, nous exhortons l'ONU et l'OSCE à faire pression pour avancer dans la mise en œuvre des recommandations figurant dans le rapport du mécanisme de Moscou. Les États-Unis continueront d'appuyer les efforts visant à faciliter un

dialogue national véritable entre les autorités biélorusses et l'opposition, auquel participeraient des représentants du Conseil de coordination. L'OSCE est bien placée pour soutenir les aspirations démocratiques du peuple biélorusse, et nous exhortons Minsk à coopérer avec l'OSCE.

En République de Moldova, les États-Unis appuient le processus établi suivant la formule cinq plus deux et orienté vers l'obtention de résultats afin de remédier au conflit transnistrien. Ce processus doit être basé sur la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République de Moldova à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, un statut particulier étant accordé à la Transnistrie. Nous continuerons d'appuyer une République de Moldova souveraine et démocratique, fermement ancrée dans l'Europe et en sécurité à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

Nous accueillons également avec satisfaction l'appui que fournit la Suède aux Coprésidents du Groupe de Minsk en vue de négocier un règlement politique à long terme du conflit du Haut-Karabakh. Les deux parties doivent enquêter sur toutes les allégations de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Il est temps de traduire les responsables en justice. Les deux parties doivent collaborer avec les acteurs humanitaires pour mener à bien le processus d'échange de tous les prisonniers, de tous les détenus et de toutes les dépouilles.

Les États-Unis collaboreront étroitement avec l'OSCE pour défendre les mandats de ses missions, appliquer nos décisions collectives et veiller à ce que tous les États participants se montrent à la hauteur de nos principes et de nos engagements communs. Nous sommes dans le même bateau, et nous souhaitons plein succès à la Suède en 2021.

## Annexe XIV

### **Déclaration de M. Pham Hai Anh, Représentant permanent adjoint du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Avant tout, le Viet Nam salue la participation de S. E. M<sup>me</sup> Ann Linde, Présidente en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et Ministre des affaires étrangères de la Suède, et la remercie de son exposé éclairant.

Nous profitons également de cette occasion pour congratuler la Suède de son accession à la présidence de l'OSCE pour 2021. Nous nous félicitons que la Suède soit attachée à promouvoir le multilatéralisme, la Charte des Nations Unies et le droit international, les mesures de confiance et la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

La coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales est l'une des principales priorités du Viet Nam, aussi bien pendant son mandat au Conseil de sécurité qu'au-delà. Les organisations régionales ont une compréhension détaillée et sans égale de diverses situations, laquelle reste cruciale pour relever les défis qui se posent en matière de paix et de sécurité internationales. On ne saurait trop insister là-dessus.

L'action des organisations régionales et sous-régionales est certes complémentaire, mais elle est aussi nécessaire aux travaux de l'ONU tout entière et, surtout, du Conseil de sécurité. Nous continuons d'encourager à renforcer la coopération entre l'ONU dans son ensemble, le Conseil de sécurité et les organisations régionales et sous-régionales, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies. Cette coopération est plus essentielle encore face aux défis complexes qui se font jour, notamment la crise sanitaire mondiale, dont aucun pays ou région ne pourra venir efficacement à bout en agissant seul.

Le Viet Nam se félicite de la coopération constante entre l'OSCE et l'ONU, ainsi que des efforts déployés pour la renforcer. Nous encourageons les deux organisations à approfondir leurs synergies dans divers domaines comme, par exemple, la mise en œuvre du programme consacré aux femmes et la paix et la sécurité ou la lutte contre la traite des personnes, et à envisager d'autres espaces de coopération.

En ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales, ma délégation prend note du rôle clef joué par l'OSCE dans la promotion du dialogue, le renforcement de la confiance, le règlement des conflits et l'intensification du développement en Europe.

À cet égard, nous tenons à rappeler notre position de principe : tous les différends doivent être réglés par des moyens pacifiques, conformément au droit international et à la Charte des Nations Unies. Nous exhortons toutes les parties à honorer leurs engagements, à s'attaquer aux causes profondes des conflits et à faciliter l'accès humanitaire aux populations dans le besoin.

L'OSCE est la plus grande organisation régionale de sécurité, et sa composition est plus large que n'importe quel groupe régional de l'ONU, puisqu'elle représente trois continents. Elle est en mesure de tirer une force supplémentaire de ses membres, ainsi que de leur diversité et de leur discernement.

Nous encourageons l'OSCE à continuer d'aider toutes les parties pour qu'elles engagent le dialogue aux fins de parvenir à un accord ou de mettre en œuvre les accords en vigueur, dans l'intérêt de la paix, de la stabilité et du développement de tous les pays et peuples d'Europe.